

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AFMR ATLANTIQUE FERRAILLE METAUX RECYCL

Prairies de Courrejean
Chemin de Gutteronde BP 8
33140 PONT DE LA MAYE

Références : 2022-0920
Code AIOT : 0006803948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022, dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 BORDERES SUR L'ECHEZ. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 BORDERES SUR L'ECHEZ
- Code AIOT : 0006803948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM exploite sur la commune de Bordères-sur-l'Echez une activité principale de collecte, traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'exploitation est également classée au titre de ses activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par les producteurs et de dépollution des véhicules hors d'usage. Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 26 avril 1991 complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-003 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également d'un agrément minsitériel du 03 avril 2019, relatif à son activité de démettellement de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion des rejets aqueux,

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative de l'établissement	AP Complémentaire du 15/10/2019, article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Gestion des eaux pluviales des installations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Autosurveillance _Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Clôture de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/04/1991, article 1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Autosurveillance _Respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
8	Autosurveillance _Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
10	Autosurveillance _Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
13	Porter à connaissance_ modification de l'exploitation	Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation mise en place sur le site permet d'isoler les différentes zones de stockage et de traitement de déchets.

Le classement de l'exploitation est conforme à son activité. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des quantités autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2019 susvisé.

La situation administrative du site doit être régularisée au regard de la présence d'une zone de stockage liée à l'activité et située sur une parcelle voisine, hors de l'emprise de l'installation classée.

Dans le cadre de son porter à connaissance déposé le 04 juillet 2022, l'exploitant a amélioré la gestion des eaux du site en créant un bassin de rétention en amont de son dispositif de traitement (déshuileur/débourbeur). Au vu de cette modification, le schéma des réseaux du site nécessite d'être actualisé.

Enfin, l'exploitant doit apporter les actions correctives afin d'assurer le suivi de l'ensemble des paramètres à surveiller dans ses effluents et de garantir la sécurité du site en procédant à la réparation de sa clôture.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2019, article 1.4			
Thème(s) : Situation administrative, régime de l'installation			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1991 est remplacé par l'article suivant : La société AFM Recyclage est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Bordères-sur-l'Echez, chemin de Gayan – zone industrielle, parcelle n°197 section AD du plan cadastral, les installations suivantes :			
Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité) critère et seuil de classement	Volume autorisé	A, DC, E,
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité maximale sur site de batteries au plomb : 49 t	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité journalière traitée : 80 t/jour	A
2710-2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³	Collecte de métaux ferreux et non ferreux et de DEEE Quantité maximale sur site : 500 m³	E
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²	Surface exploitée : 1 200 m²	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m²	Surface utilisée : 20 000 m²	E
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Collecte de batteries automobiles Quantité maximale sur site : 5 t	DC
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Quantité maximale de DEEE sur site : 98 m³	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	DIB (bois, palettes, cartons...) : 300 m³ Stériles : 300 m³ Pneumatiques : 150 m³ Quantité maximale sur site : 750 m³	D

<p>Constats : Le classement de l'exploitation est conforme à son activité. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des quantités autorisées à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2019 susvisé.</p> <p>Un stockage de contenants utilisés par la société AFM Recyclage pour l'exploitation (bennes et bacs sur rétention) est localisé sur la parcelle voisine (référence cadastrale 194) située hors de l'emprise de l'installation classée. Un portail non fermé à clef sépare les deux terrains.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, justifier du respect des quantités de déchets autorisées sur le site et régulariser la situation administrative de son installation au regard de son activité de stockage situé sur la parcelle voisine, en procédant au dépôt d'un porter à connaissance auprès de l'inspection, demandant l'intégration de la zone dans l'emprise de l'installation classée, ou le cas échéant, en évacuant les contenants de la parcelle voisine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : L'exploitant possède un plan topographique daté du 08/09/2011, des réseaux d'eaux de son installation, permettant d'identifier les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées, ainsi que le positionnement des vannes.</p> <p>Cependant, depuis les travaux de création du bassin d'incendie, ce schéma n'est plus à jour. L'exploitant précise qu'il sera en mesure de le finaliser après l'installation de la clôture du bassin et du passage du géomètre.</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, mettre à jour le schéma des réseaux d'eau de son installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 3 : Gestion des eaux pluviales des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux pluviales des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitent par le bassin de rétention puis sont dirigées vers un déshuileur-débourbeur. Elles rejoignent par la suite un bassin tampon venant alimenter le bassin d'infiltration.</p> <p>La société SARP OSIS procède au contrôle du déshuileur-débourbeur tous les deux mois et à son curage une fois par an. Le dernier nettoyage a été réalisé le 18 février 2022.</p> <p>La traçabilité des déchets est assurée au moyen d'un bordereau de suivi des déchets via l'application trackdéchets.</p> <p>L'entreprise Saint Dizier assure l'entretien du déshuileur-débourbeur deux fois par an. La dernière visite en date du 07 novembre 2022 fait état d'un changement de coffret de la sonde et de la lampe de l'alarme visuel.</p> <p>Le contrat d'entretien de Saint Dizier a été transmis à l'inspection après la visite.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection, l'attestation de conformité du déshuileur-débourbeur.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, transmettre l'attestation de conformité du déshuileur-débourbeur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement des effluents est situé en sortie de la buse d'alimentation du bassin d'infiltration. L'accès au point nécessite d'entrer dans le bassin d'infiltration par l'échelle et d'arpenter le muret du bassin tampon jusqu'à la buse. Cet accès ne permet pas de sécuriser l'intervention des opérateurs. L'exploitant doit, dans un délais de trois mois, sécuriser l'accès au point de prélèvement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 5 : Autosurveillance_Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Une surveillance annuelle des effluents est mise en oeuvre. Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant vise les paramètres de l'arrêté ministériel n° DEVP1238447A du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2712-1 (installation de dépollution de véhicules hors d'usage). Or, le site étant soumis à autorisation pour son activité de transit et stockage de déchets non dangereux, l'arrêté ministériel n° ATEP9870017A du 02 février 1998, relatif aux prélèvements d'eau et aux émissions des installations classées, s'applique de droit. Les paramètres listés étant génériques à tous types d'activités, il est nécessaire de fixer la liste des paramètres à surveiller pour le site au moyen d'un arrêté préfectoral complémentaire. Ce dernier sera proposé dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé le 04 juillet 2022 (cf. point de contrôle n°13). La société WESSLING a réalisé l'analyse des effluents le 17 mars 2022. Dans son rapport du 28 mars 2022, l'absence d'analyse des paramètres Hydrocarbure totaux et Hydrocarbures aromatiques polycycliques est relevée. L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, procéder à l'analyse des paramètres complémentaires susnomés.
Observations: L'exploitant tient à jour un inventaire des analyses effectuées sur le site et des valeurs limites associées. Toutefois, la totalité des paramètres analysés n'est pas renseignée dans cette base de données interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 6 : Autosurveillance_Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...]
Constats : Le rapport d'analyse du 28 mars 2022 de la société WELSING montre le respect des valeurs seuils du l'AMPG du 02 février 1998 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n° 8 : Autosurveillance_Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aucun dépassement n'a été observé sur les analyses d'eau de 2022. Dans le cas du non respect des valeurs seuils, l'exploitant a défini la procédure suivante : Il procède à de nouvelles analyses de ses effluents. Si le dépassement est confirmé, il ordonne le nettoyage du déshuileur-débourbeur et effectue une autre analyse un mois après l'entretien. Cette procédure ne fait pas l'objet d'une consigne écrite.
Observations : L'exploitant met en place une procédure écrite identifiant la consigne à suivre lors de dépassement des seuils réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n° 10 : Autosurveillance_Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'exploitant confie ses analyses à la société WESSLING qui est accréditée pour l'analyse de la qualité des eaux résiduaires.
Observations : Les rapports d'analyses du 25/05/2021 et du 26/11/2019 présentent des résultats hors accréditation de certains paramètres (pH, DBO5, MES, DCO et Chrome). L'exploitant s'assure que l'ensemble des résultats d'analyse des paramètres suivis est rendu sous accréditation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n° 12 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1991, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de la clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera entouré par une clôture de deux mètres de haut minimum ou tout moyen équivalent. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de trous dans le mur de clôture de l'installation à plusieurs endroits. L'exploitant a indiqué que le mur a été dégradé lors d'un cambriolage du site. L'inspection a également pu relever l'absence de clôture au nord-Est du site. Des panneaux de deux mètres de hauteurs ont été disposés en limite de propriété afin d'éviter toute entrée sur l'installation. L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, installer une clôture en zone Nord et procéder à la réparation de la clôture du site afin d'éviter toute entrée aux personnes extérieures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 13 : Porter à connaissance_ modification de l'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-33
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance_ modification de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le 04 juillet un porter à connaissance présentant les modifications prévues sur son installation à savoir, le déplacement du stockage des tournures et la création du bassin de rétention des eaux pluviales potentiellement souillées. Le porter à connaissance fera l'objet d'une instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet